

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-088

DU 23 MARS 2022

LA POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DE LA SANTÉ EN ÎLE-DE-FRANCE - 2ÈME AFFECTATION POUR 2022

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

- VU** le code général des collectivités territoriales ;
 - VU** le code de la santé publique et notamment l'article 1424-1 ;
 - VU** la délibération n° CR 03-12 du 27 septembre 2012 modifiée relative à la politique régionale de santé ;
 - VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à l'engagement de la Région pour l'emploi – la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
 - VU** la délibération n° CR 2017-51 du 09 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;
 - VU** la délibération n° CR 2017-126 du 21 septembre 2017 modifiée relative à la lutte contre les déserts médicaux ;
 - VU** la délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018 - la politique régionale de santé 5ème affectation pour 2018 – approbation de la convention-type en investissement santé ;
 - VU** la délibération n° CP 2018-433 du 17 octobre 2018 - la politique régionale de santé 6ème affectation pour 2018 ;
 - VU** la délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019 - la politique régionale de santé 1ère affectation pour 2019 ;
 - VU** la délibération n° CP 2019-160 du 22 mai 2019 - la politique régionale de santé 6ème affectation pour 2019 modifiée par n° CP 2020-450 du 18 novembre 2020 ;
 - VU** la délibération n° CP 2019-238 du 3 juillet 2019 - la politique régionale de santé 4ème affectation pour 2019 ;
 - VU** la délibération n° CP 2020-123 du 4 mars 2020 - la politique régionale de santé 2ème affectation pour 2020 ;
 - VU** la délibération n° CP 2020-450 du 18 novembre 2020 - la politique régionale de santé 6ème affectation pour 2020 ;
 - VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
 - VU** la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;
 - VU** la délibération n° CP 2021-315 du 22 septembre 2021 - la politique régionale de santé 4ème affectation pour 2021 ;
 - VU** la délibération n° CP 2021-408 du 19 novembre 2021- la politique régionale de santé 5ème affectation pour 2021 ;
 - VU** le budget de la Région pour 2022 ;
- VU** l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-088 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dispositif « Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé »

Décide de participer au titre du dispositif « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » au financement des projets détaillés en annexe 1 de la présente délibération par l'attribution de **21** subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 085 396,59 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 085 396,59 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-002 (141 002) « Renforcement de l'offre de soins », action 141 002 03 « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » du budget 2022.

Article 2. Au titre de l'aide aux centres de planification-contraception-IVG

Décide de participer au titre du dispositif « Aide aux centres de planification-contraception-IVG » au financement d'un projet détaillé en annexe 2 de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **50 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **50 000 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41 008 (141 008) « soutien aux centres IVG », action 14100801 - « Equipement d'Unité fonctionnelle d'IVG » du budget 2022.

Article 3 : Nouvelle convention de partenariat avec la RATP et autres partenaires publics et associatifs

Décide de renouveler la convention de partenariat pour le projet relatif à la présence d'usagers de drogues dans les gares et stations de la RATP.

Approuve la convention en annexe 3 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 4 : Dans le cadre de la convention de partenariat avec la RATP et autres partenaires publics et associatifs

Décide de participer au titre du dispositif « Prévention Santé - Jeunes » au financement du projet détaillé en annexe 3 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention à l'association Oppelia Charonne d'un montant maximum prévisionnel de **32.000€**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération

n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **32.000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 03 « Prévention santé - Jeunes » du budget 2022.

Article 5 : Dans le cadre de la Convention de partenariat avec la Fédération Régionale d'Ile-de-France du Planning Familial

Décide de participer au titre du dispositif « Contraception - grossesses précoces - IVG » au financement d'un projet détaillé en annexe 4 de la présente délibération au bénéfice de la Fédération Régionale d'Ile-de-France du Planning Familial, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **99 979 €**. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un partenariat renforcé, pour lequel une convention triennale a été votée lors de la CP 2020-123 du 4 mars 2020.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **99 979 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 12 « Contraception – grossesses précoces - IVG » du budget 2022.

Article 6 : Dispositif relatif aux bourses régionales d'aide à l'installation des étudiants en maïeutique et en kinésithérapie

Décide de participer au titre du programme « Prévention et éducation à la santé », au financement de 7 bourses régionales d'aide à l'installation médicale par l'attribution d'allocations de fin d'études d'un montant maximum prévisionnel de 700 € par mois et par bénéficiaire, pour une durée maximale de 24 mois.

Subordonne le versement de ces allocations à la signature des conventions conformes à la convention-type adoptée par la délibération CP n°2018-433 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **58.800 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et Action Sociale » - code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé » - Action 141 001 07 « Accompagnement des professionnels de santé et renforcement de l'offre de soins » du budget 2022.

Article 7 : Obligations en matière d'éthique

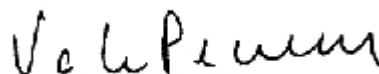
Décide d'ajouter un article additionnel à la convention d'objectifs et de moyens entre Ile de France prévention santé sida (CRIPS) et la Région relatif aux obligations en matière d'éthique.

Approuve l'avenant n°1 à la convention d'objectifs et de moyens avec le CRIPS présenté en annexe 5 de la délibération, et autorise la présidente du Conseil régional à le signer.

Article 8 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation prévue aux articles 17 alinéa 3 et 29 aliéna 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 23 mars 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 23 mars 2022
(référence technique : 075-237500079-20220323-lmc1142415-DE-1-1) et affichage ou notification le 23 mars 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours
devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - LUTTE CONTRE LES DESERTS MEDICAUX

DOSSIER N° EX061939 - Offre de soins - sécurisation de la maison de santé pluriprofessionnelle de Villepinte

Dispositif : Soutien au maintien des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00001226)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien au maintien des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	10 500,00 € TTC	66,19 %	6 950,00 €
	Montant total de la subvention		6 950,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCM CV BLP SCM A CAPITAL VARIABLE
BALLANGER LA PEPINIERE
Adresse administrative : 46 BOULEVARD ROBERT BALLANGER
93420 VILLEPINTE
Statut Juridique : Société Civile de Moyen
Représentant : Monsieur DJAMEL HADDAR, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : sécurisation de la maison de santé pluriprofessionnelle de Villepinte

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des achats en urgence permettant la sécurisation de la structure.

Description :

Soutien à la sécurisation des biens et des personnes au sein de la maison de santé pluriprofessionnelle (MSP) de Villepinte

La MSP de Villepinte a été récemment victime en quelques mois de 2 tentatives d'effraction, un cambriolage et au moins une agression physique à l'accueil. Tous ces incidents ont donné lieu à des dépôts de plainte à la police.

L'équipe exerçant au sein de la MSP souhaite prendre des mesures de sécurisation des biens et des personnes.

Les mesures envisagées sont les suivantes : mettre des barreaux sur les 5 fenêtres du rez de chaussée, installer un portail qui interdit l'accès à l'arrière du bâtiment, augmenter la hauteur du portail existant, prévoir de nouvelles serrures avec organigramme pour un meilleur contrôle des accès et un portier vidéo

pour contrôler l'accès à la porte située côté rue, mettre une barrière automatique pour contrôler l'accès des véhicules sur le parking du cabinet tout en autorisant l'accès aux ambulances et aux PMR, mettre en place une nouvelle vidéo-surveillance.

La maison de santé pluriprofessionnelle, située en zone d'intervention prioritaire selon le zonage de l'ARS, existe depuis 2020 et accueille actuellement 16 praticiens dont 6 médecins généralistes conventionnés secteur 1 et 5 infirmières.

Détail du calcul de la subvention :

L subvention régionale est plafonnée à 50% maximum de la dépense subventionnable dans la limite d'un plafond de 15.000 €.

Pour l'acquisition d'équipements de sécurité, le taux d'intervention régionale est porté à 70% maximum de la dépense subventionnable dans la limite d'un plafond de 15 000 €.

Localisation géographique :

- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements de sécurisation	8 500,00	80,95%
Equipements (mobilier, informatique)	2 000,00	19,05%
Total	10 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	3 550,00	33,81%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	6 950,00	66,19%
Total	10 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX061282 - Offre de soins - Aide aux dispositifs d'appui à la coordination des patients en situation complexe (DAC 92)

Dispositif : Soutien aux structures de coordination (n° 00001151)

Délibération Cadre : CR2018-024 du 03/07/2018

Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de coordination	177 253,00 € TTC	34,96 %	61 971,00 €
	Montant total de la subvention		61 971,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DAC 92 SUD OSMOSE
Adresse administrative : 20 AVENUE EDOUARD HERRIOT
92350 LE PLESSIS-ROBINSON
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur STEPHANE LEVEQUE, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide aux dispositifs d'appui à la coordination des patients en situation complexe (DAC 92 basé à Clamart)

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2021 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

Soutien à l'extension du réseau de santé dédié à la coordination des patients en situation complexe, DAC 92 à Clamart

- Zonage : Clamart est située en ZAC (Zone d'Action Complémentaire)
- Conventionnement des médecins en secteur 1

Le DAC 92 Centre est porté par l'association loi 1901 ASDES (Accès aux Soins, aux Droits et à l'Education à la Santé) qui regroupe un réseau de santé pluri-thématique et l'équipe MAIA (Méthode pour l'Aide et l'Intégration à l'Autonomie), suivant l'article 23 de la loi de modernisation du système de santé du 24 Juillet 2019.

Le DAC 92 Centre a pour objectif de faciliter les parcours de santé des personnes en situation complexe, tout âge, toute pathologie et plus particulièrement : personnes atteintes de cancer, personnes âgées, personnes en situation de précarité, personnes en soins palliatifs en lien avec l'équipe mobile de la

maison médicale Notre Dame du Lac (EMASP) de Rueil-Malmaison.

Compte-tenu de l'agrandissement des effectifs salariés, la capacité d'accueil des locaux tels qu'ils sont agencés ne permet plus d'accueillir des patients ou leur entourage dans de bonnes conditions. Le choix associatif s'est donc porté sur un projet de rénovation du bâtiment et d'aménagement de l'espace afin d'optimiser l'espace.

L'équipe médicale se compose de 5 médecins généralistes conventionnés secteur 1, ainsi qu'un spécialiste et 5 infirmiers.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer aux travaux d'installation (et charges afférentes) et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) ou de véhicules dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 50.000 € pour les travaux ;
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 50.000 € pour les équipements ;
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 10.000 € pour l'acquisition de véhicule.

Localisation géographique :

- CLAMART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	43 978,00	24,81%
Travaux et charges afférentes	133 275,00	75,19%
Total	177 253,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	54 097,00	30,52%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	61 971,00	34,96%
Autres subventions publiques (préciser)	50 000,00	28,21%
Autres recettes (préciser)	11 185,00	6,31%
Total	177 253,00	100,00%

DOSSIER N° EX062284 - Offre de soins - Création d'un cabinet de sages-femmes à Saint-Denis

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	128 000,00 € HT	39,06 %	50 000,00 €
Montant total de la subvention			50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MAISON DES SAGES-FEMMES

Adresse administrative : 17 PLACE DU 19 MARS 1962
93230 ROMAINVILLE

Statut Juridique : Société Civile

Représentant : Madame LEILA LAKSIR, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un cabinet de sages-femmes à Saint-Denis

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

Création d'un cabinet de sages-femmes à Saint-Denis

Saint-Denis est classée Zone d'Intervention Prioritaire par l'Agence Régionale de Santé

Trois sages-femmes échographistes en primo-installation se regroupent pour proposer une offre de soins en gynécologie permettant un suivi global des femmes de Saint-Denis.

Ce cabinet regroupera un panel complet de ce que peut offrir la profession de sage-femme hormis l'accouchement. La prévention, la contraception, le suivi de la grossesse, l'accompagnement dans la parentalité qui sont au cœur de la profession de sage-femme font de ces professionnelles des acteurs majeurs dans la "bonne santé" des femmes, à tous les âges de leur vie.

L'objectif de toute cette prise en charge globale vise à la diminution de la morbi-mortalité périnatale conformément aux recommandations du rapport de la Haute Autorité de Santé relatif aux inégalités des territoires face à l'accès aux soins publié en 2017.

Des sages-femmes libérales et hospitalières formées, diplômées en acupuncture, hypnose, yoga prénatal, gynécologie, seront mobilisées ponctuellement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements médicaux	48 000,00	37,50%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	10 000,00	7,81%
Travaux et charges afférentes	70 000,00	54,69%
Total	128 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	78 000,00	60,94%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	50 000,00	39,06%
Total	128 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062102 - Offre de soins - création d'un cabinet médical et paramédical à Draveil

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	1 003 080,00 € TTC	24,92 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI DRAVEIL SANTE
Adresse administrative : 11 AVENUE DE LA PREVOYANCE
91210 DRAVEIL
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Monsieur SARAH GAUTRON, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un cabinet médical et paramédical à Draveil

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2021 - 1 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

Création d'un cabinet médical et paramédical à Draveil.

- La commune est classée Zone d'Intervention Prioritaire par l'Agence Régionale de Santé
- Les médecins généralistes sont conventionnés secteur 1

Draveil atteint une densité de 8 médecins pour 30 000 habitants, soit 3 fois moins que les autres villes de l'agglomération. Ce territoire souffre d'une carence médicale accentuée par les départs en retraite des médecins.

Le projet prévoit la réhabilitation d'un local qui, après travaux, sera divisé en 8 cabinets à usage médical et paramédical. L'équipe médicale sera composée de 2 médecins généralistes dont une primo-installation, une ostéopathe, une orthophoniste, deux psychomotriciennes dont une doctorante, 3 sages-femmes dont deux sont échographistes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- DRAVEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	720 000,00	71,78%
Travaux et charges afférentes	283 080,00	28,22%
Total	1 003 080,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	52 000,00	5,18%
Emprunt	701 080,00	69,89%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	250 000,00	24,92%
Total	1 003 080,00	100,00%

DOSSIER N° EX059585 - Offre de soins - Création d'un cabinet pédiatrique à Fontenay-sous-Bois

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	449 606,00 € TTC	30,00 %	134 882,00 €
	Montant total de la subvention		134 882,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI SOYSAL NEGERS
Adresse administrative : 2 RUE DE STRASBOURG
94300 VINCENNES
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Madame NURCAN SOYSAL, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'un cabinet pédiatrique - Fontenay-sous-Bois

Dates prévisionnelles : 22 décembre 2020 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

Création d'un cabinet pédiatrique à Fontenay-sous-Bois

- Zonage : Fontenay-sous-Bois est classée comme Zone d'Action Complémentaire (ZAC) selon le zonage de l'ARS

- Les médecins pédiatres sont conventionnés secteur 2 OPTAM

Depuis 2015, 12 médecins généralistes ont quitté la commune pour seulement 4 installations, soit 8 médecins généralistes non remplacés. Fontenay-sous-Bois dispose aujourd'hui de 21 médecins généralistes exclusifs, ce qui représente une densité médicale de 4 médecins pour 10 000 habitants contre 7 dans le Val-de-Marne et 7,2 en Île-de-France.

La moyenne d'âge de ces médecins est de 58 ans. Parmi eux, 10 sont âgés de plus de 60 ans et sont amenés à partir dans les prochaines années, ce qui représente près de la moitié des effectifs.

Fontenay-sous-Bois compte 38 médecins spécialistes de ville dont 21 sont âgés de 60 ans ou plus. En pédiatrie, la moyenne d'âge des médecins est de 60 ans et sur les 4 pédiatres de la commune, 3 sont âgés de plus de 60 ans et devraient partir dans les prochaines années, soit 75% des effectifs.

La création de ce cabinet prévoit l'implantation d'une équipe composée de 5 pédiatres et une psychomotricienne. La structure contiendra 2 cabinets de consultation. L'ensemble des professionnels exerceront à temps partiel.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- FONTENAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	354 557,00	78,86%
Travaux et charges afférentes	95 049,00	21,14%
Total	449 606,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	134 882,00	30,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	134 882,00	30,00%
ARS	179 842,00	40,00%
Total	449 606,00	100,00%

DOSSIER N° 22002161 - Offre de soins - Installation d'un professionnel de santé (médecin généraliste)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	34 544,64 € TTC	43,42 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GASON MORGAN JULES

Adresse administrative : 33 AVENUE LONGUEIL
78600 LE MESNIL-LE-ROI

Statut Juridique : Monsieur

Représentant : Monsieur Moragan Jules GASON, Medecin généraliste

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Offre de soins - Installation d'un professionnel de santé (médecin généraliste) - Mesnil-le-Roi (78)

- Zonage ARS : ZAC (zone d'action complémentaire)

- Conventionnement : secteur 1

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2022 - 2 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Acquisition en vue de l'ouverture du cabinet.

Description :

Le médecin généraliste primo-installant, souhaite acquérir des équipements matériels, mobiliers et informatiques en vue de son installation après avoir effectué de nombreux remplacements. Le médecin exercera son activité en secteur 1.

La commune de Mesnil-le-Roi a été classée Zone d'Action Complémentaire par l'Agence Régionale de Santé au dernier zonage ARS 2018. La commune de 6.500 habitants dispose aujourd'hui de 3 généralistes exclusifs, ce qui représente une densité de 4,6 médecins pour 10.000 habitants (contre 7,2 en moyenne en Île-de-France).

La ville est adjacente à la ville de Maisons-Laffitte (22 000 habitants) où plus de 50% des médecins ont plus de 65 ans, dont certains déjà officiellement à la retraite. Le cabinet du Mesnil-le-Roi va devoir prendre en charge ces patients dans un avenir proche.

Cette nouvelle offre de soins en zone sous-dotée permettra la prise en charge de 1.250 patients par an dont 10 % seront des bénéficiaires de la CMU et de l'AME.

Localisation géographique :

- LE MESNIL-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mobiliers et matériels médicaux et informatiques	34 544,64	100,00%
Total	34 544,64	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (subvention sollicitée)	15 000,00	43,42%
Fonds propres	19 544,64	56,58%
Total	34 544,64	100,00%

DOSSIER N° 22002157 - Offre de soins - Installation d'une professionnelle de santé (Sage-femme)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	18 510,68 € TTC	50,00 %	9 255,00 €
Montant total de la subvention			9 255,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BIANSONBA MIKALUKIDI NANCY

Adresse administrative : 2 RUE DES ROSIERS
95370 MONTIGNY-LES-CORMEILLES

Statut Juridique : Madame

Représentant : Madame Nancy BIANSONBA MIKALUKIDI, Sage-femme

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation d'une professionnelle de santé (Sage-femme) - Pontoise (95)

- Zonage ARS : (zone sous dotée)

- Conventionnement : secteur 1

Dates prévisionnelles : 5 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La bénéficiaire a dû acquérir son matériel en urgence afin de pouvoir ouvrir rapidement son cabinet.

Description :

Installation d'un cabinet de sage-femme en janvier 2022 dans la commune de Pontoise, territoire carencé selon le zonage sage-femme réalisé par l'ARS et qui ne possède qu'une autre sage-femme.

La professionnelle de santé exercera son activité en secteur 1 et pourra assurer les missions suivantes : visites de contrôle, contraception, prévention, dépistage des maladies sexuellement transmissibles), ou dans le cadre d'une grossesse (suivi de grossesse, suivi post-partum, rééducation périnéale).

La sage-femme s'inscrit également dans un rôle d'accompagnement des futurs parents, pour la préparation à la naissance, ainsi que comme appui dans le suivi des nouveau-nés.

La patientèle est estimée à 3 525 personnes par an, avec une moyenne de 25 consultations par jour.

30% de cette patientèle serait bénéficiaire de la CMU, et 5% de l'AME.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer aux travaux d'installation et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) dans la limite de 50% maximum de la dépense subventionnable. Le plafond est de 15 000€ par professionnel.

Localisation géographique :

- PONTOISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements médicaux, informatiques, mobiliers, sécurité incendie	18 510,68	100,00%
Total	18 510,68	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (subvention sollicitée)	9 255,00	50,00%
Fonds propres	2 255,68	12,19%
Emprunt	7 000,00	37,82%
Total	18 510,68	100,00%

DOSSIER N° 22002147 - Offre de soins - Installation d'une professionnelle de santé à Perray-en-Yvelines (médecin généraliste)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	38 352,00 € TTC	39,11 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FAYOLLE KARINE
Adresse administrative : 1 CHEMIN DES 4 BORNES
78760 JOUARS-PONTCHARTRAIN
Statut Juridique : Madame
Représentant : Madame KARINE FAYOLLE

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation d'une médecin généraliste à Perray-en-Yvelines (78)

- Zonage ARS : ZAC (zone d'action complémentaire)

- Conventionnement : secteur 1

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2021 - 30 mars 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Achats en prévision de l'ouverture du cabinet

Description :

La ville du Perray-en-Yvelines est classée zone d'action complémentaire (ZAC) par l'ARS.

Six médecins généralistes sont actuellement en activité dont trois prévoient leur départ en retraite au cours de l'année.

L'implantation d'une jeune médecin généraliste conventionnée secteur 1 permettra de pallier le déficit en matière d'offre de soins auquel est confrontée la commune.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer aux travaux d'installation et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) dans la limite de 50% maximum de la dépense subventionnable. Le plafond est de 15

000€ par professionnel.

Localisation géographique :

- LE PERRY-EN-YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mobilier	7 664,00	19,98%
Matériel informatique	6 315,00	16,47%
Matériel médical	8 373,00	21,83%
Véhicule	16 000,00	41,72%
Total	38 352,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	23 352,00	60,89%
Subvention Région (sollicitée)	15 000,00	39,11%
Total	38 352,00	100,00%

DOSSIER N° 22002144 - Offre de soins - Installation d'une professionnelle de santé (médecin généraliste)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	4 251,92 € TTC	50,00 %	2 125,96 €
	Montant total de la subvention		2 125,96 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETIENNAR CELIA
Adresse administrative : 7 AVENUE JEAN LOLIVE
93500 PANTIN
Statut Juridique : Madame
Représentant : Madame CELIA ETIENNAR

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation d'une médecin généraliste à Pantin (93)

- Zonage ARS : ZIP (zone d'intervention prioritaire)

- Conventionnement : secteur 1

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2021 - 30 mars 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Achats en prévision de l'ouverture du cabinet

Description :

La commune de Pantin est classée zone d'intervention prioritaire par l'Agence Régionale de Santé.

A ce jour, la commune compte 24 médecins généralistes soit une densité de 4,3 médecins pour 10 000 habitants contre 5,4 pour la Seine-Saint-Denis et 7,2 pour l'Île-de-France.

Parmi les 24 médecins, 15 sont âgés de plus de 60 ans et sont amenés à prendre leur retraite dans les 5 prochaines années, ce qui représente 63% des effectifs.

L'offre en médecine générale est donc menacée à court terme, d'autant plus que la demande de soins ne cesse d'augmenter.

Cette nouvelle offre de soins en zone sous-dotée permettra de réaliser environ 3 647 consultations par an dont 14 % des patients seront des bénéficiaires de la CMU et de l'AME.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer aux travaux d'installation et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) dans la limite de 50% maximum de la dépense subventionnable. Le plafond est de 15 000€ par professionnel.

Localisation géographique :

- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement	4 251,92	100,00%
Total	4 251,92	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	2 125,96	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	2 125,96	50,00%
Total	4 251,92	100,00%

DOSSIER N° 22002142 - Offre de soins - Installation d'un pédiatre à Mitry-Mory

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	42 891,00 € TTC	34,97 %	15 000,00 €
Montant total de la subvention			15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OKOKO SHAKO MODESTE

Adresse administrative : PLACE CUSINO
77290 MITRY-MORY

Statut Juridique : Monsieur

Représentant : Monsieur SHAKO MODESTE OKOKO

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation d'un pédiatre à Mitry-Mory (77)

- Zonage ARS : ZIP (zone d'intervention prioritaire)

- Conventionnement : secteur 2

Dates prévisionnelles : 27 décembre 2021 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Achats en urgence en prévision de l'ouverture du cabinet

Description :

La commune de Mitry-Mory a été classée Zone d'Intervention Prioritaire par l'Agence Régionale de Santé au dernier zonage ARS 2018.

Depuis 2015, 6 départs de médecins généralistes ont touché la commune pour seulement 2 installations, soit 4 médecins non remplacés. Mitry-Mory dispose aujourd'hui de 6 généralistes exclusifs, ce qui représente une densité de 2,9 médecins pour 10 000 habitants (contre 7,2 en moyenne en Île-de-France). La moyenne d'âge de ces médecins est de 59 ans et 4 d'entre eux sont âgés de plus de 60 ans, ce qui représente 67% des effectifs qui risquent de partir dans les prochaines années à venir.

La commune ne dispose d'aucun pédiatre et les habitants doivent se diriger vers les communes de proximité pour accéder à un spécialiste de la petite enfance.

Cette nouvelle offre de soins en zone sous-dotée permettra la prise en charge de 1 250 patients par an dont 10 % seront des bénéficiaires de la CMU et de l'AME.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer aux travaux d'installation et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) dans la limite de 50% maximum de la dépense subventionnable. Le plafond est de 15 000€ par professionnel.

Localisation géographique :

- MITRY-MORY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	39 816,00	92,83%
Equipements	3 075,00	7,17%
Total	42 891,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	27 891,00	65,03%
Subvention Région (sollicitée)	15 000,00	34,97%
Total	42 891,00	100,00%

DOSSIER N° 22002134 - Offre de soins - Installation d'une psychiatre à Cergy

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	15 208,00 € TTC	50,00 %	7 604,00 €
	Montant total de la subvention		7 604,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BEN LAMINE INSAF
Adresse administrative : 7 BOULEVARD DE L'EVASION
95800 COURDIMANCHE
Statut Juridique : Madame
Représentant : Madame INSAF BEN LAMINE, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation d'une psychiatre à Cergy

- Zonage ARS : ZAC (zone d'action complémentaire)
- Conventionnement : secteur 1

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 1 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Achats anticipés en prévision de l'ouverture du cabinet.

Description :

Le zonage ARS de 2018 classe la commune de Cergy comme zone d'action complémentaire.

La commune dispose de 32 médecins généralistes dont la moyenne d'âge est de 55 ans.
Parmi ces médecins, 13 sont âgés de 60 ans, ce qui représente 41% des effectifs en médecine générale.

En ce qui concerne l'offre en psychiatrie, la commune compte 6 psychiatres sur son territoire dont la moyenne d'âge est de 60 ans et parmi ces médecins, 4 sont âgés de plus de 60 ans, ce qui représente 67% des effectifs qui sont amenés à partir en retraite dans les prochaines années à venir.

Cette nouvelle offre de soins en zone sous-dotée permettra de réaliser environ 1 000 consultations par an

dont 5 à 10 % des patients seront des bénéficiaires de la CMU et de l'AME.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer aux travaux d'installation et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) dans la limite de 50% maximum de la dépense subventionnable. Le plafond est de 15 000€ par professionnel.

Localisation géographique :

- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	7 902,00	51,96%
Equipement	7 306,00	48,04%
Total	15 208,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	7 604,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	7 604,00	50,00%
Total	15 208,00	100,00%

**DOSSIER N° 22001995 - Offre de soins - Installation d'un professionnel de santé à Chelles
(médecin généraliste)**

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	10 291,40 € TTC	50,00 %	5 145,70 €
	Montant total de la subvention		5 145,70 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARNIERE CECILE
Adresse administrative : 192 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
94700 MAISONS-ALFORT
Statut Juridique : Madame
Représentant : Madame CECILE PARNIERE

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'installation d'un médecin généraliste.

- Zonage ARS : ZIP (zone d'intervention prioritaire)
- Conventionnement : secteur 1

Dates prévisionnelles : 6 décembre 2021 - 1 juin 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Ouverture du cabinet en début d'année 2022.

Description :

La commune de Chelles est située en Zone d'Intervention Prioritaire d'après le dernier zonage de l'ARS. La densité médicale en offre de généralistes est inférieure à la moyenne francilienne et la moyenne d'âge des praticiens est de 55 ans. Cette primo-installation permettra de reprendre en charge une partie de la patientèle d'un médecin partant en retraite. Ce sont plus de 5 000 consultations qui pourront être assurées par an.

L'aide régionale permettra l'équipement du cabinet afin de recevoir dans les meilleures conditions les patients.

Localisation géographique :

- CHELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements du cabinet médical	10 291,40	100,00%
Total	10 291,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 145,70	50,00%
Fonds propres	5 145,70	50,00%
Total	10 291,40	100,00%

DOSSIER N° 22001100 - Offre de soins - Installation d'une professionnelle de santé (infirmière libérale)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	3 044,00 € TTC	42,83 %	1 303,77 €
	Montant total de la subvention		1 303,77 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IDRISSI MAARIFI LATIFA

Adresse administrative : 16 PAS PAUL LANGEVIN
78370 PLAISIR

Statut Juridique : Madame

Représentant : Madame Latifa IDRISSI MAARIFI, Infirmière

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'installation d'une professionnelle de santé (infirmière libérale) - Plaisir (78)

- Zonage ARS : (zone sous dotée)

- Conventionnement : secteur 1

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2021 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le bénéficiaire a dû acquérir son matériel afin d'ouvrir rapidement son cabinet.

Description :

La commune de Plaisir est considérée comme zone sous-dotée par l'ARS.

L'aide régionale permettrait de répondre aux besoins de la population locale (5.500 habitants) en développant les soins infirmiers à domicile à la fois au niveau curatif et préventif, via l'achat d'équipements de soins.

Cette première installation d'une infirmière libérale va permettre l'amélioration de l'accès aux soins des habitants de Plaisir.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer aux travaux d'installation et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) dans la limite de 50% maximum de la dépense subventionnable. Le plafond est de 15 000€ par professionnel.

Localisation géographique :

- PLAISIR

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements médicaux, informatiques et mobiliers et plexiglass	3 004,00	100,00%
Total	3 004,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (subvention sollicitée)	1 303,77	43,40%
Fonds propres	1 700,23	56,60%
Total	3 004,00	100,00%

DOSSIER N° 22001094 - Offre de soins - Installation d'une professionnelle de santé (médecin généraliste)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	7 128,41 € TTC	50,00 %	3 564,21 €
	Montant total de la subvention		3 564,21 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHARLEUX KARYNE

Adresse administrative : 11 AV DU VAL DE FONTENAY
94120 FONTENAY-SOUS-BOIS

Statut Juridique : Madame

Représentant : Madame karyne CHARLEUX, Médecin généraliste

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'installation d'une professionnelle de santé (médecin généraliste)

- Zonage ARS : ZAC (zone d'action complémentaire)

- Conventionnement : secteur 1

Dates prévisionnelles : 15 septembre 2021 - 1 mars 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le bénéficiaire a dû acquérir son matériel en urgence afin de pouvoir ouvrir son cabinet.

Description :

La ville de Fontenay-sous-Bois est située en zone d'action complémentaire (ZAC) par l'ARS.

Vingt-un médecins généralistes sont actuellement en activité, soit une densité de 4 médecins pour 10.000 habitants contre 7 dans le Val-de-Marne et 7,2 en Ile-de-France.

La moyenne d'âge de ces médecins est de 58 ans et parmi eux, 10 sont âgés de plus de 60 ans, soit la moitié des effectifs devraient partir dans les prochaines années à venir en retraite à très court terme du fait de leur âge. La situation deviendra très critique sur la commune.

L'arrivée d'un médecin généraliste permettra d'améliorer considérablement l'offre de soins du territoire à très court terme.

Le nombre de consultations annuelle est évalué à 5.000 consultations et 1.500 patients en tant que médecin traitant avec 40 % de la patientèle bénéficiant de la CMU/AME.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer au financement de travaux d'installation et/ou d'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) ou de véhicules à hauteur de 50 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 15.000 € par professionnel.

Localisation géographique :

- FONTENAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mobilier, matériels médicaux et informatiques	7 128,41	100,00%
Total	7 128,41	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (subvention sollicitée)	3 564,21	50,00%
Fonds propres	3 564,20	50,00%
Total	7 128,41	100,00%

DOSSIER N° 22000125 - Offre de soins - Installation d'une professionnelle de santé (médecin généraliste)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	9 979,00 € TTC	50,00 %	4 989,50 €
	Montant total de la subvention		4 989,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COURDIER ELISE LUCILLE
Adresse administrative : 9 BIS AVENUE CHARLES DE GAULLE
78320 LE MESNIL-SAINT-DENIS
Statut Juridique : Madame
Représentant : Madame Elise COURDIER, Médecin généraliste

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Installation d'une professionnelle de santé (médecin généraliste) - Le Mesnil-saint-Denis (78)

- Zonage ARS : (ZIP) zone d'intervention prioritaire (ZIP)
- Conventionnement : secteur 1

Dates prévisionnelles : 15 septembre 2021 - 30 juin 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le bénéficiaire a dû acquérir son matériel rapidement afin d'ouvrir l'activité au public rapidement.

Description :

La ville du Mesnil-St-Denis est située en zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'ARS.

Trois médecins généralistes sont actuellement en activité, soit une densité de 4,4 médecins pour 10.000 habitants contre 7,2 en moyenne en Ile-de-France.

La moyenne d'âge de ces médecins est de 66 ans et parmi eux, 2 sont âgés de plus de 70 ans, soit 67 % des effectifs dont le départ en retraite est prévisible à très court terme du fait de leur âge. La situation est donc très critique sur la commune.

L'arrivée d'un médecin généraliste sur la commune permettra d'améliorer considérablement l'offre de soins du territoire à très court.

Le nombre de consultations annuelles est évalué à 4.500 consultations et 1.000 patients en tant que médecin traitant avec 5 % de la patientèle bénéficiant de la CMU/AME.

Localisation géographique :

- LE MESNIL-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats mobiliers, matériels médicaux et informatiques	9 979,00	100,00%
Total	9 979,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	4 989,50	50,00%
Fonds propre	4 989,50	50,00%
Total	9 979,00	100,00%

DOSSIER N° 21010853 - Offre de soins - Installation d'une professionnelle de santé (Pédiatre)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	19 486,84 € TTC	50,00 %	9 743,42 €
Montant total de la subvention			9 743,42 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FAYECH CHIRAZ

Adresse administrative : 151 RUE JEAN JAURES
94700 MAISONS-ALFORT

Statut Juridique : Madame

Représentant : Madame Chiraz FAYECH, Pédiatre

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation d'une professionnelle de santé (pédiatre) - Maison-Alfort (94).

- Zonage ARS : ZAC (zone d'action complémentaire)

- Conventionnement : secteur 1

Dates prévisionnelles : 15 novembre 2021 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le professionnel s'installe dans son cabinet à partir du mois de janvier 2022 et doit acquérir son équipement en urgence afin de ne pas retarder le début de ses consultations.

Description :

La ville de Maison-Alfort est située en "Zone d'Action Complémentaire" (ZAC) par l'Agence Régionale de Santé.

L'offre en pédiatrie est menacée sur la commune à court terme puisque sur les 4 pédiatres en exercice, 3 sont âgés de plus de 60 ans et devraient partir dans les prochaines années à venir.

Le bénéficiaire exerce son activité en secteur 1 et pourra prendre en charge 5 000 consultations par an dont 10 % pour des patients bénéficiaires de la CMU.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer aux travaux d'installation et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) dans la limite de 50% maximum de la dépense subventionnable. Le plafond est de 15 000€ par professionnel.

Localisation géographique :

- MAISONS-ALFORT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements médicaux et informatiques	19 486,84	100,00%
Total	19 486,84	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (subvention sollicitée)	9 743,42	50,00%
Fonds propres	9 743,42	50,00%
Total	19 486,84	100,00%

DOSSIER N° 21010822 - Offre de soins - Installation d'une professionnelle de santé (sage-femme)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	5 931,66 € TTC	50,00 %	2 965,83 €
Montant total de la subvention			2 965,83 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ODY CHRYSTELE

Adresse administrative : 1 SENTIER DES PLANTES
77590 BOIS-LE-ROI

Statut Juridique : Madame

Représentant : Madame Christèle ODY, Sage-femme

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation d'une professionnelle de santé (sage-femme) - Fontainebleau (77).

- Zonage ARS : ZAC (zone d'action complémentaire)

- Conventionnement : secteur 1

Dates prévisionnelles : 15 novembre 2021 - 30 juin 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Acquisition anticipée des équipements en vue de l'installation.

Description :

Le projet porté par cette professionnelle de santé entend apporter une offre complète à la population locale. Il sera possible de réaliser des consultations de gynécologie, de prévention, de dépistage, de contraception, des consultations de suivi de grossesse, des séances de préparation à la naissance, des monitorings, des visites à domicile pour le suivi médical des mères et des nouveau-nés après l'accouchement et des séances de rééducation périnéale.

Cette primo-installation permettra de prendre en charge 190 personnes par an pour plus de 1.965 consultations par an et en fonctionnant 5 jours par semaine. 9,8% de la patientèle est bénéficiaire de la CMUC/C2S/ACS.

Le professionnel de santé souhaite s'inscrire dans une pratique coordonnée avec les autres professionnels de santé locaux.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer aux travaux d'installation et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) dans la limite de 50% maximum de la dépense subventionnable. Le plafond est de 15 000€ par professionnel.

Localisation géographique :

- FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements et mobilier médical	5 931,66	100,00%
Total	5 931,66	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	2 965,83	50,00%
Fonds propres	2 965,83	50,00%
Total	5 931,66	100,00%

DOSSIER N° 21009727 - Offre de soins - Installation d'une professionnelle de santé (Sage-femme)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	2 552,40 € TTC	50,00 %	1 261,20 €
Montant total de la subvention			1 261,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BAUDRY NATACHA

Adresse administrative : 10 RUE DU CALVAIRE
77115 SIVRY-COURTRY

Statut Juridique : Madame

Représentant : Madame Natacha BAUDRY, Sage-femme

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Installation d'une professionnelle de santé (Sage-femme)

- Zonage ARS : ZAC (zone d'action complémentaire)

- Conventionnement : secteur 1

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2021 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Achats en urgence en prévision de l'ouverture du cabinet.

Description :

La commune de Melun se situe en Zone d'Action Complémentaire d'après le zonage de l'Agence régionale de Santé et ne dispose pas de ressources suffisantes pour assurer des échographies foetales au regard des besoins de la population.

Cette nouvelle offre de soins en zone sous-dotée permettra de prendre en charge 1 000 patients par an pour plus de 3 600 consultations et en assurant une activité 6 jours par semaine.

Une part importante des patients est constituée de personnes éligibles à la CMU.

L'aide régionale permettra à ce professionnel de venir renforcer l'offre qui se constitue autour de plusieurs

professionnels en maïeutique.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer aux travaux d'installation et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) dans la limite de 50% maximum de la dépense subventionnable. Le plafond est de 15 000€ par professionnel.

Localisation géographique :

- MELUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipements et d'équipements médicaux	2 552,40	100,00%
Total	2 552,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	1 261,20	50,00%
Fonds propres	1 261,20	50,00%
Total	2 522,40	100,00%

DOSSIER N° EX061882 - Offre de soins - soutien à l'extension de la maison de santé pluriprofessionnelle de Villepinte

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	40 600,00 € TTC	47,73 %	19 380,00 €
	Montant total de la subvention		19 380,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCM CV BLP SCM A CAPITAL VARIABLE
BALLANGER LA PEPINIERE
Adresse administrative : 46 BOULEVARD ROBERT BALLANGER
93420 VILLEPINTÉ
Statut Juridique : Société Civile de Moyen
Représentant : Monsieur DJAMEL HADDAR, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'extension de la maison de santé pluriprofessionnelle de Villepinte

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue

Description :

Soutien à l'extension de MSP de Villepinte afin de proposer une offre de soins supplémentaire

- Villepinte est classée Zone d'Intervention Prioritaire par l'Agence Régionale de Santé.
- L'ensemble des professionnels de santé médicaux sont conventionnés secteur 1

La maison de santé pluriprofessionnelle existe depuis 2020 et accueille actuellement 16 praticiens dont 6 médecins généralistes, 5 infirmières, des spécialistes et des paramédicaux.

Villepinte est considérée zone déficitaire en matière d'offre de soins. L'épidémie de Covid-19 a accentué les besoins en médecine générale et en soins infirmiers, les médecins généralistes ne prennent plus de nouveaux patients.

L'équipe médicale ne dispose pas de place suffisante pour isoler les patients atteints du virus de la Covid du reste de la patientèle. Les contraintes d'urbanisme et les coûts incitent les porteurs du projet à mettre

en place une construction modulaire.

L'extension permettra le recrutement de deux infirmières supplémentaires et la mise en place d'une permanence des soins ainsi que l'accueil de 3 internes de médecine générale. Ce projet consiste à aménager deux bureaux dont un sera réservé aux infirmières avec un circuit dédié pour les patients suspects de Covid ainsi qu'un autre bureau pour des activités de soins transversales et/ou pour les 2 assistantes médicales permettant ainsi de dégager du temps de soins pour les médecins.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	36 000,00	88,67%
Travaux et charges afférentes	4 600,00	11,33%
Total	40 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	21 220,00	52,27%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	19 380,00	47,73%
Total	40 600,00	100,00%

DOSSIER N° EX054556 - Offre de soins - Création de la maison de santé pluriprofessionnelle Daviel (MSP) - 75013 PARIS

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	730 850,00 € TTC	30,00 %	219 255,00 €
	Montant total de la subvention		219 255,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SANTE DAVIEL ASD
Adresse administrative : 33 RUE BOUSSINGAULT
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANCK PERRUCHE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une maison de santé pluriprofessionnelle (MSP) - 75013 PARIS

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2021 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

Création d'une maison de santé pluriprofessionnelle à Paris 13ème arrondissement

- Zonage ARS : ZAC (zone d'action complémentaire)
- Conventionnement : médecins généralistes conventionnés en secteur 1

La future MSP Daviel prévoit de se situer dans le 13e arrondissement de Paris au coeur de l'ensemble immobilier Glacière Daviel, dans une zone à forte densité de population avec une part importante de logements sociaux.

Le 13ème arrondissement compte 312 médecins généralistes dont 163 à mode d'exercice particulier (MEP) regroupés au sein de SOS Médecins, soit une densité de médecins généralistes hors MEP de 8,1 pour 10 000 habitants (données : CPAM, 2020).

Le nombre de médecins généralistes y a diminué de 14,3 % entre 2010 et 2019. La part de médecins généralistes âgés de 60 ans et plus, proches de la cessation d'activité, est croissante et atteint désormais près de 40 %.

Les prises en charge prioritaires du projet de santé de la MSP seront les suivantes : prise en charge des maladies chroniques (diabète de type 2, HTA, insuffisance cardiaque, BPCO, cancers), intoxication alcool-tabagique, sédentarité, obésité, lutte contre l'antibiorésistance, plaies chroniques, vaccination, santé mentale (anxiété, dépression, souffrance au travail), santé des personnes âgées fragiles (troubles cognitifs, maintien à domicile), soins palliatifs.

Parmi les axes du projet d'organisation professionnelle figurent :

- le partage des informations de santé au sein d'un logiciel agréé par l'ASIP, la télémédecine.
- les actions de dépistage et d'éducation en santé
- la formation des professionnels de santé par l'accueil d'étudiants en santé et par des réunions de formation pluri-professionnelles.

Le projet vise à installer 5 médecins généralistes dont 2 primo-installants et 8 paramédicaux : 4 infirmières dont 1 infirmière Asalée (Action de Santé Libérale en Equipe) dédiée à la prise en charge des patients atteints de pathologies chroniques, 2 kinésithérapeutes, 1 diététicien(ne) 1 orthophoniste ou 1 psychologue

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	730 850,00	100,00%
Total	730 850,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	41 595,00	5,69%
Subvention Paris (sollicitée)	220 000,00	30,10%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	219 255,00	30,00%
ARS	250 000,00	34,21%
Total	730 850,00	100,00%

DOSSIER N° EX061979 - Offre de soins - Création d'une maison de santé pluriprofessionnelle à Us

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300

Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	2 343 170,00 € TTC	10,67 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'US

Adresse administrative : RUE DE LA LIBERATION
95450 US

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jhony BOURGIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une maison de santé pluriprofessionnelle à Us

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2021 - 30 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

Création d'une maison de santé pluriprofessionnelle à Us.

- La commune d'Us et plus globalement la communauté de communes Vexin Centre est classée Zone d'Action Complémentaire (ZAC) par l'ARS

- Conventionnement : les médecins généralistes sont conventionnés secteur 1.

La communauté de communes Vexin Centre compte 13 médecins généralistes, ce qui représente une densité de 5,2 médecins pour 10 000 habitants contre 6,5 dans le département et 7,2 en Île-de-France.

La moyenne d'âge de ces médecins est de 54 ans. 5 sont âgés de plus de 60 ans, soit 38% des effectifs en médecine générale.

Ce projet répond à la problématique de désertification des médecins et des professions de santé dans le monde rural, de mutualiser les connaissances entre professionnels de santé, d'optimiser les ressources (immobilier, informatique etc.), de faire de ce cabinet un centre de prévention et de formation.

La structure sera organisée en lien avec les différents partenaires du territoire d'exercice tels que l'Agence

Régionale de Santé, l'Assurance Maladie, CPTS, Mairie, et autres acteurs locaux.

L'équipe médicale sera composée de 2 médecins généralistes, 2 psychomotriciens, 1 pédicure-podologue, 1 diététicienne primo-installante, 4 infirmiers, 2 masseurs kinésithérapeutes, 1 ostéopathe.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- US

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	2 343 170,00	100,00%
Total	2 343 170,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	400 000,00	17,07%
Emprunt	602 511,00	25,71%
Subvention Département (sollicitée)	220 000,00	9,39%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	250 000,00	10,67%
DESIL : dotation	565 349,00	24,13%
ARS	250 000,00	10,67%
DETR : dotation d'équipements des territoires ruraux	55 310,00	2,36%
Total	2 343 170,00	100,00%

ANNEXE 2 - AIDE AUX CENTRES DE PLANIFICATION - CONTRACEPTION - IVG

DOSSIER N° EX062245 - IVG - Acquisition d'un échographe destiné au groupe hospitalier Sud Île-de-France à Melun

Dispositif : Aide aux centres de planification-contraception-IVG (n° 00000795)

Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012

Imputation budgétaire : 904-41-204181-141008-300

Action : 14100801- Equipement d'Unité fonctionnelle d'IVG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux centres de planification-contraception-IVG	62 500,00 € TTC	80,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GROUPE HOSPITALIER SUD ILE DE FRANCE CH MELUN
Adresse administrative : 270 AVENUE MARC JACQUET
77000 MELUN
Statut Juridique : Etablissement Public Hospitalier
Représentant : Monsieur DOMINIQUE PELJAK, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'un échographe destiné au groupe hospitalier Sud Île-de-France à Melun

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé de l'achat en urgence permettant la continuité des soins

Description :

Acquisition d'un échographe destiné au groupe hospitalier Sud Île-de-France à Melun

L'aide vise à renouveler l'actuel échographe en fonctionnement au sein du service de planification et d'éducation familiale. Le nouvel appareil permettra de disposer d'une meilleure imagerie de diagnostic.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Pour l'acquisition d'échographes, la subvention régionale est plafonnée à 80% de la dépense subventionnable dans la limite de 50 000 € par appareil, pour tout organisme éligible. Pour toute autre subvention d'équipement en investissement, le taux est plafonné à 50%.

La Région peut subventionner les dépenses d'investissement relatives à la création, l'extension, la restructuration et l'équipement (hors échographes) des centres de planification-contraception-IVG sous forme d'unités fonctionnelles ou de centres dédiés, qu'ils pratiquent des IVG chirurgicales ou des IVG médicamenteuses dans la limite d'un montant plafond de 300.000 € par établissement.

Localisation géographique :

- MELUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Echographe	62 500,00	100,00%
Total	62 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	12 500,00	20,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	50 000,00	80,00%
Total	62 500,00	100,00%

ANNEXE 3 - CONVENTION DE PARTENARIAT RATP



Convention de partenariat relative à la présence d'usagers de drogues dans les gares et stations de la RATP

La présente convention est signée entre :

La Préfecture de la Région d'Île-de-France (PRIF) et de Paris, représentée par le préfet de la région d'Île-de-France et de Paris, Monsieur Marc GUILLAUME,

Ci-après dénommée la « PRIF »,

La Région Ile-de-France, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,

Ci-après dénommée la « Région IDF »,

La Ville de Paris, représentée par son Adjointe à la Mairie de Paris en charge de la santé et des relations avec l'AP-HP, Madame Anne SOUYRIS, Adjointe à la maire de Paris en charge de la santé publique et des relations avec l'APHP, de la santé environnementale, de la lutte contre les pollutions et de la réduction des risques.

Ci-après dénommée la « Ville de Paris »,

L'Agence Régionale de Santé d'Île-de-France, représentée par sa directrice générale, Madame Amélie VERDIER,

Ci-après dénommée l'« ARS »,

Ci-après dénommées ensemble les « **Financeurs** »,

D'une part,

Et

L'Association OPPELIA pour sa structure Charonne, association loi 1901, dont le siège est sis 60-64 rue du Rendez-vous, 75012, représentée par sa directrice des établissements de la structure Oppelia-Charonne, Madame Catherine PEQUART, pour son président, Monsieur Jean-Louis LOIRAT,

L'Association Aurore, association loi 1901, dont le siège est sis 34 boulevard de Sébastopol à PARIS 4^{ème}, représentée par le Directeur territorial Paris-Nord, M. Gilles WALQUENART, pour son président, Monsieur Pierre COPPEY

L'Association GAIA Paris, association loi 1901, dont le siège est sis 12 bis rue de la Pierre Levée à PARIS 11^{ème}, représentée par sa directrice générale, Madame Elisabeth AVRIL, pour son président Benoit LEFEVRE

Ci-après dénommés ensemble les « Centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques des usagers de drogues ou CAARUD »,

D'autre part,

Et, enfin,

La Régie Autonome des Transport Parisiens (RATP), Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 775663438B, dont le siège est sis 54 quai de la Râpée à PARIS 12^{ème}, représentée par son directeur en charge de la maîtrise de risques, des enjeux de sûreté et des affaires institutionnelles, Monsieur Jérôme HARNOIS, Directeur en charge de la maîtrise des risques, des enjeux de sureté et des affaires institutionnelles,

Ci-après dénommée la « RATP »,

Ci-après dénommées tous ensemble les « Parties » et/ou individuellement la « Partie ».

Il est convenu ce qui suit entre les différentes Parties :

Préambule

Les clients de la RATP ainsi que ses agents rencontrent des difficultés de diverses natures (propreté, insécurité, régularité, etc.), entraînant une baisse de la qualité de service dans les espaces, en raison de la présence récurrente d'usagers de drogues dans certaines de ses stations et gares. La responsabilité de la RATP, dans ce contexte, est d'assurer le confort et la sécurité de ses clients et salariés dans ses espaces. En effet, ses espaces, qui n'ont pas vocation à accueillir des activités autres que celles liées au transport ou au service de ses clients, ne peuvent a fortiori servir de lieu de refuge ou de rencontre pour les usagers de drogues et leurs revendeurs.

En parallèle, les autorités de Police et de Justice souhaitent assurer leur mission de répression de l'usage et du trafic de substances illicites en intervenant notamment dans les espaces de la RATP. C'est le cas du Groupe Local de Traitement de la Délinquance dédié à la question de la vente de produits stupéfiants dans le métro mis en place le 21 février 2018. Quant à la PRIF, via la MILDECA (Mission interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives), par le biais du chef de projet départemental - coordonnateur régional, prend part, aux côtés de la Ville de Paris et de l'ARS, à des projets visant à la réduction des risques liés aux drogues et aux conduites addictives ainsi qu'à la prise en charge des usagers de drogues en errance, notamment dans les espaces de transports en commun.

Les CAARUD possèdent quant à eux une expertise quant à la prise en charge des usagers de drogues et peuvent actionner à cet égard des outils adéquats tels que des équipes mobiles. En effet, les CAARUD sont des établissements médico-sociaux (article L.312-1 9° du Code de l'action sociale et des familles) autorisés par l'ARS et dont les missions, conditions et modalités de financement sont précisés par les articles R.3121-33-1 à R.3121-33-3 du Code de la santé publique. Ceux-ci assurent notamment des missions d'accueil collectif et individuel, d'information, de conseil personnalisé, de mise à disposition de matériel de prévention des infections, de soutien aux usagers de drogues dans l'accès aux soins et aux droits. Ils interviennent aussi bien en centre, qu'à proximité grâce à des maraudes et/ou des antennes mobiles en vue d'établir un contact avec les usagers de drogues. D'ailleurs, il est admis qu'un certain nombre d'usagers de drogues présents dans les stations et gares de la RATP fréquentent ces structures.

Une première rencontre a été organisée entre la PRIF et la RATP en avril 2016. Les structures et dispositifs existants en surface ont été présentés à la RATP. Cette dernière a quant à elle présenté en retour à la PRIF les principales données relatives à la présence d'usagers de drogues dans les espaces du réseau de transports en commun parisien, et explicité ses besoins. Suite à quoi, cinq rencontres ont ensuite été organisées entre la RATP et quatre structures associatives en charge de CAARUD, à savoir les associations Oppélia pour sa structure Charonne, Aurore, Nova Dona et Gaïa Paris afin de réfléchir à la manière de décliner le dispositif existant en surface aux espaces du réseau de transports en commun parisien exploités par la RATP. Un état des lieux a pu être réalisé de juillet à décembre 2016 par le biais de maraudes communes dans les stations Marx Dormoy, Lamarck Caulaincourt, Abbesses et Porte de la Chapelle, faisant officie de pré-diagnostic de la présence des usagers de drogues connus par les CAARUD.

Fortes de plusieurs années d'actions menées ensemble encadrées par de précédents contrats de partenariat, à l'aune des dispositifs existants et des données collectées relativement à la présence d'usagers de drogues dans le réseau de transports en commun parisien, ayant permis d'approcher les usagers de drogues, de les orienter vers des dispositifs médico-sociaux adaptés ainsi que de les sensibiliser au respect des autres et des espaces, mais conscientes de la fragilité de la situation dans ledit réseau de transports en commun parisien, les Parties souhaitent, ensemble, continuer à mobiliser chacun dans son domaine de compétences et d'inclure autant que possibles de nouveaux partenaires.

Article 1 – Objet

1.1 - La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités des actions menées au titre de ce partenariat entre la PRIF, la Région IDF, la Ville de Paris, l'ARS, les quatre CAARUD ainsi que la RATP en vue de remédier aux désagréments et risques liés à la présence d'usagers de drogues dans les espaces du réseau de transport parisien exploités par la RATP.

En effet, ledit partenariat vise à rapprocher les compétences respectives de la RATP et des CAARUD avec le soutien des Financeurs dans le but d'améliorer la situation dans un certain nombre d'espaces du réseau de transports en commun parisien exploité par la RATP et diminuer les désagréments et risques liés à la présence d'usagers de drogues et ce, en recherchant rapidement des effets visibles.

Au titre des actions à mener, et des résultats escomptés auprès des usagers de drogues présents dans les espaces de la RATP, les Parties souhaitent :

- Mettre en place des maraudes communes RATP/CAARUD et Inter CAARUD aux fins d'approcher et discuter avec les usagers de drogues présents dans les espaces de la RATP ;
- Informer les usagers de drogues de la présence d'antennes mobiles et/ou de structures spécialisées en surface et les orienter vers celles-ci aux fins de diminuer la stagnation desdits usagers sur les quais des stations de métro ;

- Sensibiliser les usagers de drogues au respect des clients et agents de la RATP et plus largement aux règles notamment de sécurité à respecter dans les espaces RATP ;
- Participer à des groupes de travail dédiés à l'information aux riverains.

Pour ce faire, les Parties doivent, entre elles, à la fois :

- Favoriser les échanges informels (en temps réel par une prise de contact des équipes des CAARUD avec l'agent RATP posté lors de chaque maraude) et formels (lors de débriefings communs des maraudes) entre les équipes des différentes Parties ;
- Construire un travail d'articulation sur les situations des usagers de drogue aux fins de faciliter leur prise en charge médico-sociale et ce, en respectant le devoir de confidentialité lié aux missions des CAARUD ;
- Réfléchir conjointement à la mise en place de lieux de repos transitoires visant à favoriser la sortie des usagers de drogue des espaces de la RATP.

1.2 - La présente convention ne saurait en outre en aucun cas constituer entre les Parties une quelconque association, une société ou un mandat, de quelque type que ce soit.

De même, cette convention n'est pas constitutive d'une vente, d'une offre de vente, d'une location, d'un crédit-bail ou d'une sous-licence.

Enfin, cette convention n'emporte aucun transfert de propriété ou de droits de propriété intellectuelle afférents à toutes œuvres, marques, *etc.* élaborées par ou à la demande des Parties.

1.3 - Les Parties déclarent que cette convention est conclue *intuitu personae*.

Aucune Partie n'est donc autorisée à céder, ni transférer à un tiers, à l'exception de ses filiales, tout ou partie des droits et obligations qui en découlent pour elle, sans l'accord préalable et écrit des autres Parties.

Article 2 - Espaces d'intervention, réglementation et sécurité

2.1 - Les équipes des CAARUD interviendront dans les espaces de la RATP suivants :

- La Ligne 2 à Stalingrad ;
- La ligne 4 entre Porte de Clignancourt et Strasbourg Saint Denis ;
- La ligne 5 entre Jaurès et Laumière ;
- La Ligne 7/7bis entre Stalingrad et Porte de la Villette, et entre Botzaris et Buttes Chaumont ;
- La Ligne 8 à Grands Boulevards ;
- La Ligne 9 entre Richelieu Drouot et Bonne Nouvelle ;
- La Ligne 11 entre République et Hôtel de Ville ;
- La ligne 12 entre Porte de la Chapelle et Mairie d'Issy ;
- La ligne 13 à Saint Lazare.

Les Parties conviennent que la précédente liste est non exhaustive et que par conséquent, elles pourront arrêter, d'un commun accord, de nouveaux secteurs d'intervention pour les équipes des CAARUD en fonction des mouvements repérés des usagers de drogues.

Les espaces de la RATP concernés doivent s'entendre comme allant de la trémie jusqu'aux quais.

2.2 – Les équipes des CAARUD doivent se conformer à la réglementation en vigueur à la RATP pour tout accès à ses espaces, dont les règles de sécurité leur étant communiquées à l'avance.

Quand le plan Vigipirate renforcé est appliqué, des prescriptions sécuritaires particulières s'imposent à tous les intervenants sur les réseaux de la RATP.

Article 3 - Engagements spécifiques des Parties

3.1 - Pour la RATP

Au titre du présent partenariat, la RATP s'engage à :

- Autoriser les équipes des CAARUD à circuler dans les espaces mentionnés ci avant sous réserve qu'elles respectent les réglementations leur ayant été communiquées à l'avance et tout en se réservant la possibilité de les interrompre à tout moment et sans avoir besoin de fournir aux intéressés et aux autres Parties une quelconque justification ;
- Mettre à disposition des équipes des CAARUD un agent et ce, pour chacune des lignes concernées, compétent pour les renseigner et assurer leur orientation dans lesdits espaces définis suivant la planification arrêtée d'un commun accord par les Parties, cet agent faisant in fine remonter l'ensemble desdites informations opérationnelles à un correspondant ;
- Informer l'ensemble de son personnel dans les secteurs d'intervention concernés du partenariat, des actions devant être menées et notamment du concours des CAARUD ;
- Verser la somme totale, forfaitaire et définitive de vingt-huit mille euros (28 000 €) et ce, à titre de soutien pour des actions des CAARUD au titre du présent accord, sans que cela ait vocation à couvrir l'intégralité de leurs coûts, en sachant que ladite somme sera versée directement à l'association OPPELIA qui aura par la suite la responsabilité de la partager entre les différents CAARUD en fonction des moyens respectivement mobilisés.

3.2 - Pour les CAARUD

Chaque mois, les CAARUD, via l'association OPPELIA, communiqueront à la RATP, dans les cinq (5) jours précédents la fin dudit mois, un programme détaillé de leurs interventions comportant, entre autres, les dates, heures et lieux de leurs maraudes du mois suivant. Ce programme contiendra, sur une base de douze (12) mois, quatre maraudes hebdomadaires et une sortie hebdomadaire des antennes mobiles en appui (bus des associations Oppélia pour sa structure Charonne et Gaïa Paris présentes à proximité de certains des secteurs d'intervention concernés).

Les maraudes se feront en commun avec la RATP au moins une fois par semaine. Les équipes des CAARUD pourront, toutefois, procéder à des maraudes en l'absence de l'agent RATP désigné pour le secteur concerné, une fois celui-ci prévenu, selon le programme communiqué à la RATP et sous réserve de toujours respecter les réglementations communiquées. Les maraudes seront aussi régulièrement que possible appuyées par les antennes mobiles, comme un bus, de l'une des associations présentes, à proximité des secteurs d'intervention.

Les intervenants sociaux composant les équipes des CAARUD devront :

- Être munis de leur carte professionnelle à chacune de leurs interventions ;
- Informer l'agent de la RATP désigné sur le secteur d'intervention concerné de leur présence dans la station et ce, avant toute intervention ;

- Se retirer en cas de situations échappant à leur contrôle et/ou à leurs compétences, après avoir prévenu, outre les interlocuteurs habituels de la RATP, comme l'agent de la RATP désigné, le centre de liaison ou Poste de Commandement Station, dont les numéros leur auront préalablement été transmis.

Les équipes des CAARUD interviendront auprès des usagers de drogue notamment pour :

- Aller à leur rencontre et créer du lien ;
- Recueillir leurs besoins en termes médico-sociaux ;
- Les orienter et les accompagner vers les structures adaptées ;
- Communiquer auprès d'eux sur les règles élémentaires d'hygiène (notamment celles en lien avec la consommation de drogues) ainsi que de respect (entre autres envers les agents RATP, les clients du réseau de transports en commun et les Espaces de la RATP) ;
- Leur proposer, le cas échéant et dans la mesure du possible, des lieux de repli potentiels ;
- En tout état de cause, les inviter à circuler (sans avoir toutefois de pouvoir d'éviction).

3.3 - Pour la PRIF

La PRIF s'engage à verser annuellement aux CAARUD la somme totale, forfaitaire et définitive de quarante-sept mille euros (47 000€) et ce, à titre de subventions pour des actions des CAARUD au titre du présent accord, sans que cela ait vocation à couvrir l'intégralité de leurs coûts, en sachant que ladite somme sera versée directement à l'association OPPELIA qui aura par la suite la responsabilité de la partager entre les différents CAARUD en fonction des moyens respectivement mobilisés.

3.4 - Pour la Région IDF

La Région IDF s'engage financièrement à soutenir les actions des CAARUD au titre du présent accord pour un montant maximum prévisionnel annuel de 32 000 € sous réserve de demandes de subvention par l'association Oppelia et du vote de ces subventions par la Commission Permanente. La Région autorise par ailleurs, l'association Oppelia, conformément à l'article L 1611-4 du CGCT à reverser le cas échéant la somme entre les différents CAARUD selon le partage qu'elle aura opéré au vu des moyens respectivement mobilisés de chacun.

3.5 - Pour la Ville de Paris

La Ville de Paris s'engage à verser annuellement aux CAARUD la somme totale, forfaitaire et définitive de vingt-huit mille euros (28 000 €) et ce, à titre de subventions pour des actions des CAARUD au titre du présent accord, sans que cela ait vocation à couvrir l'intégralité de leurs coûts, en sachant que ladite somme sera versée directement à l'association OPPELIA qui aura par la suite la responsabilité de la partager entre les différents CAARUD en fonction des moyens respectivement mobilisés.

3.6 - Pour l'ARS

L'ARS contribue au partenariat à travers la dotation globale de financement des CAARUD.

Article 4 - Suivi

4.1 - Réunions trimestrielles

Les Parties se réuniront tous les trois (3) mois afin de suivre le bon déroulement dudit partenariat et opérer les décisions sur le plan opérationnel nécessaires à cette fin et ce, à une date arrêtée d'un commun accord entre elles.

Chaque réunion devra donner lieu à la rédaction d'un compte-rendu rédigé par la Partie la plus diligente qui sera envoyé dans un délai raisonnable à l'ensemble des Parties, en ce compris les Parties n'ayant pu participer auxdites réunions. A défaut d'un retour motivé de l'une des Parties dans les quinze (15) jours à compter de la réception dudit compte-rendu, ce dernier fera foi.

A titre exceptionnel, les Parties pourront en cas d'urgence se réunir à tout moment et ce, à l'initiative de l'une d'entre elles. Ladite Partie devra alors proposer une date qui devra être arrêtée d'un commun accord entre elles. La tenue des comptes rendus de ces réunions extraordinaires devra se faire dans les mêmes conditions que toutes les autres réunions.

Chacune des Parties désignera, parmi son personnel, un ou plusieurs représentants en charge dudit suivi et par conséquent, doté(s) du pouvoir d'engager la Partie concernée dans ce cadre.

Lesdits représentants pourront participer auxdites réunions au besoin et dans la mesure du possible par voie de vidéoconférence sous réserve d'en informer au préalable, et là encore dans un délai raisonnable, l'autre Partie.

Lors de ces réunions, les Parties pourront notamment :

- Echanger entre elles sur les différentes actions menées ainsi que les pratiques adoptées ou celles devant l'être et les éventuels cas particuliers ou obstacles rencontrés ;
- Analyser ensemble les résultats recensés dans les bilans mensuels des CAARUD et par voie de conséquence les tendances se dégageant du présent partenariat ;
- Décider de tous les ajustements nécessaires pour la bonne marche dudit partenariat.

Ces réunions devront enfin s'articuler avec les dispositifs mis en place dans le « plan crack » piloté par la PRIF, la Ville de Paris et l'ARS.

4.2 - Bilans mensuels

Les équipes des CAARUD, via l'association OPPELIA, fourniront tous les mois et ce, dans les cinq (5) jours suivants la fin de chaque mois, à toutes les autres Parties, les éléments suivants :

- Nombre de maraudes effectuées ;
- Nombre d'heures hebdomadaires consacrées par les CAARUD à celles-ci ;
- Nombre d'usagers de drogues contactés lors de celles-ci ;
- Nombre d'usagers de drogue orientés/accompagnés hors des espaces RATP ;
- Les orientations et accompagnements proposés/réalisés durant les maraudes ;
- Les pratiques de consommation de drogues et leur évolution constatées ;
- Les interactions survenues avec les agents RATP ;
- Les situations conflictuelles éventuellement rencontrées ;
- Tout élément qualitatif permettant d'éclairer la situation et son évolution.

La RATP suivra pour sa part mensuellement le nombre de personnes ayant séjourné indûment dans les espaces concernés, indicateur qui sera transmis dans les meilleurs délais aux autres Parties.

4.3 - Bilan annuel

L'ensemble des Parties se réunira au plus tard dans les deux (2) mois avant la date d'anniversaire, correspondant à la date de signature par l'ensemble des Parties, pour dresser un bilan quantitatif et qualitatif du partenariat, reposant en partie sur les bilans mensuels, et décider de leur participation et des modalités de cette dernière.

A cette occasion, toute Partie devra faire part aux autres de sa décision de rester ou bien de se retirer dudit partenariat et ce, sans avoir à se justifier. En cas de décision de retrait, ladite Partie ne participera plus aux discussions sur les modalités de continuation du partenariat.

Chaque réunion devra donner lieu à la rédaction d'un compte-rendu rédigé par la Partie la plus diligente reprenant à tout le moins les faits marquants ainsi que les décisions arrêtées d'autre part. La Partie en charge d'établir ledit compte-rendu de la réunion concernée l'adressera par courriel aux autres Parties par le biais de son ou ses représentant(s) désigné(s) dans un délai raisonnable.

Dans le cadre de ces réunions, les décisions devront être prises à l'unanimité.

Chacune des Parties désignera, parmi son personnel, un ou plusieurs représentants en charge dudit suivi et par conséquent, doté(s) du pouvoir d'engager la Partie concernée dans ce cadre.

Lesdits représentants pourront participer auxdites réunions au besoin et dans la mesure du possible par voie de vidéoconférence sous réserve d'en informer au préalable, et là encore dans un délai raisonnable, l'autre Partie.

4.4 – Participation et communication à d'autres acteurs

En cas d'accord entre les Parties, d'autres acteurs (de proximité, de santé, de sécurité, etc.) pourront prendre part à tout ou partie des réunions ci-avant évoquées et se voir communiquer tout ou partie des bilans susmentionnés.

Article 5 – Communication et prises de vue

5.1 – Principes généraux

Les Parties s'engagent à mener une communication concertée à propos du partenariat. Ainsi, elles s'engagent à communiquer seule ou à plusieurs, après concertation et accord préalable, exprès et écrit de chacune d'elles notamment sur le présent partenariat, son suivi et les actions menées. Tout support de communication sur le partenariat sera ainsi transmis pour validation préalable aux Parties qui devront les valider dans un délai de quatorze (14) jours à compter de leur soumission. Passé ce délai, l'accord de la ou les Parties restées silencieuses sera réputé acquis.

Pour ce faire, les Parties s'engagent à se transmettre l'ensemble des informations requises en vue de la réalisation des supports de communication.

Sauf demande expresse et écrite contraire de l'une des Parties, dans toutes les communications autour du partenariat, les Parties s'engagent à mentionner le concours des autres Parties et à ce titre, y faire figurer a minima l'identité visuelle choisie par chacune des Parties et, dans la mesure du possible, un lien vers le site internet de chacune d'entre elles.

Chaque Partie s'engage à respecter dans l'ensemble de ses communications aussi bien les dispositions applicables à la publicité que les réglementations spécifiques relatives aux boissons alcoolisées et au tabac, aux jeux d'argent et de hasard en ligne, à la protection de l'Ordre public, de même que les interdictions d'y attenter à toute conviction religieuse, philosophique ou politique, aux bonnes mœurs ou encore d'y préférer des messages à caractère violent, raciste ou pornographique.

Chaque Partie s'engage, en outre, à convier a minima les autres Parties à tout événement de presse organisé autour du présent partenariat où celles-ci devront pouvoir intervenir et faire état de leur engagement ainsi qu'à accorder, dans la mesure du possible, aux autres Parties un espace de présentation dans tout dossier de presse relatif audit partenariat élaboré par elle ou tout tiers.

En cas de survenance d'une situation d'une particulière gravité ou sensibilité, les Parties se coordonneront sur les mesures à prendre et les communications à faire.

Par ailleurs, si le partenariat venait à prendre fin, les Parties s'engagent à s'abstenir de tout commentaire sur les raisons de cette fin, sauf accord commun contraire.

Enfin, chacune des Parties garde à sa charge ses propres dépenses de communication.

5.2 – Licences croisées de marques

La RATP autorise chacune des autres Parties, à titre gracieux et pour la durée du partenariat, à reproduire et représenter, par tous procédés et sur tous supports, à l'exclusion de toute utilisation à des fins commerciales, les marques suivantes :

- La marque verbale n° 97 669 740 du 21 mars 1997 ;
- La marque figurative couleur n° 92 402 044 du 21 janvier 1992 ;
- La marque figurative noir et blanc n° 92 402 043 du 21 janvier 1992.

La PRIF autorise chacune des autres Parties, à titre gracieux et pour la durée du partenariat, à reproduire et représenter, par tous procédés et sur tous supports, à l'exclusion de toute utilisation à des fins commerciales, les marques suivantes :

- Préfecture de la région d'Île-de-France ;
- Préfecture de Paris.

La Région IDF autorise chacune des autres Parties, à titre gracieux et pour la durée du partenariat, à reproduire et représenter, par tous procédés et sur tous supports, à l'exclusion de toute utilisation à des fins commerciales, sa marque Région Île-de-France.

La Ville de Paris autorise chacune des autres Parties, à titre gracieux et pour la durée du partenariat, à reproduire et représenter, par tous procédés et sur tous supports, à l'exclusion de toute utilisation à des fins commerciales, sa marque Paris.

L'ARS Île-de-France autorise chacune des autres parties, à titre gracieux et pour la durée du partenariat, à reproduire et représenter, par tous procédés et sur tous supports, à l'exclusion de toute utilisation à des fins commerciales, son logo : ARS, Agence régionale de santé Ile de France, sous réserve de respecter les préconisations d'utilisation du logo ARS disponibles sur [le site de l'ARS IDF](https://www.iledefrance.ars.sante.fr/logo-et-charte-graphique-de-lars-ile-de-france) : <https://www.iledefrance.ars.sante.fr/logo-et-charte-graphique-de-lars-ile-de-france>.

Cette licence permet à chacune des Parties de reproduire l'un ou plusieurs des marques évoquées ci-avant dans le cadre strict de la communication concertée autour du partenariat.

Ainsi, chaque Partie reste titulaire de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle qu'elle détient à la signature de cette convention ou dont elle deviendrait titulaire ultérieurement sur les marques susmentionnées.

Chaque Partie s'engage à exploiter les marques susvisées sans modification dans les proportions ou dans les couleurs, ni aucune suppression ou ajout et selon les directives et chartes graphiques fournies au préalable par chacune des Parties.

Plus généralement, chacune des Parties s'interdit, en outre, de porter atteinte de quelque manière que ce soit à l'ensemble des droits de propriété intellectuelle de l'autre partie et/ou à sa renommée et son image.

Toute exploitation des marques susmentionnées en dehors des présentes stipulations contractuelles sera assimilable à un acte de contrefaçon.

5.3 – Prises de vue générales

Sous réserve qu'aucun gros plan ne soit fait, chacune des Parties est autorisée à :

- Effectuer des prises de vue générales, sous forme photographique et vidéographique, autour des actions menées ;
- Exploiter ces prises sans limitation temporelle ou géographique, à l'exclusion de toute exploitation à des fins commerciales, notamment pour promouvoir le partenariat ou son action partenariale ;
- Conserver ces prises de vue dans un fond documentaire.

Les Parties sont autorisées à réaliser leurs propres prises de vue photographiques et vidéographiques autour des actions menées au titre du présent partenariat sous réserve de se munir au préalable de l'autorisation nominative délivrée par la RATP dès lors que celles-ci interviennent dans les espaces de la RATP, dont les stations de métro. En effet, en application des règles de police, les prises de vue photographiques ou cinématographiques dans les stations de métro sont interdites sans autorisation préalable de la RATP. Pour des questions de sécurité, de risques d'entrave à l'exploitation du trafic et à la circulation des voyageurs, le non-respect de ces dispositions induit des infractions de 4e classe. Qui plus est, les prises de vue ainsi effectuées doivent impérativement respecter les consignes énoncées dans les autorisations délivrées par la RATP.

Tout photographe ou cadreur travaillant pour l'une des Parties désirant installer du matériel photographique ou cinématographique professionnel (trépieds, etc.) dans les espaces de la RATP doit donc au préalable contacter pour accord :

Service de presse RATP
Courriel : servicedepresse@ratp.fr
Tél : 01 58 78 37 37

Sur demande et selon des modalités à définir au cas par cas, les Parties pourront se concéder, par un acte écrit séparé, le droit d'exploiter lesdites prises de vue ainsi réalisées.

Chaque Parties est seule chargée, notamment lors de prises de vue générales réalisées au titre du présent Partenariat, d'obtenir de tout tiers concerné l'autorisation de capter, fixer et de reproduire son image selon des modalités à convenir préalablement, expressément et par écrit avec celui-ci.

Article 6 - Confidentialité

Les Parties s'engagent à conserver confidentielles toutes les informations de quelque nature qu'elles soient, dont elles auraient reçu communication et/ou dont elles auraient pu avoir connaissance au travers du présent partenariat, ainsi que le contenu de la convention elle-même, incluant notamment, mais non limitativement, les informations techniques, commerciales, financières, sous réserve de l'exercice des droits qu'elles détiennent au titre de la présente convention.

Cette obligation de confidentialité s'étend à l'ensemble des préposés et autres intervenants pour le compte de chacune des Parties ainsi qu'à leurs sociétés affiliées et prestataires, qui auront eu accès par le fait de l'une des Parties à ces informations et ce, tant que celles-ci ne sont pas tombées dans le domaine public et n'ont pas été divulguées par la Partie qui en est à l'origine.

Cette obligation perdure au-delà de la fin de la convention pour une durée de dix (10) ans.

Cette obligation s'entend sous réserve de toute obligation légale ou décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, chaque Partie devra informer l'autre de la requête ou de l'injonction qui lui aura été faite de communiquer.

Article 7 – Responsabilités, garanties et assurances

7.1 - Chaque Partie sera responsable de tout dommage occasionné dans le cadre de l'exécution de la présente convention, par ses préposés et/ou tout intervenant pour son compte, qu'il s'agisse d'une personne physique ou bien morale dès lors que celle-ci est placée sous sa responsabilité, et/ou par les biens et installations sous sa surveillance, du fait de sa présence et/ou de son activité dans les lieux susmentionnés et ce, quelle qu'en soit la cause.

A ce titre, chaque Partie renonce à exercer à l'encontre des autres Parties, de leur personnel et de leur assureur, toute déclaration, revendication, réclamation ou action en raison des dommages visés ci-dessus et s'engage à les garantir contre tout recours qui pourrait être exercé contre elles de ce chef. Et le cas échéant, si la responsabilité des autres Parties, de leurs dirigeants, salariés, prestataires ou encore assureurs venait à être recherchée pour une des causes susmentionnées, la Partie ci-avant désignée apportera sa collaboration et le cas échéant, interviendra volontairement, sous réserve de la réglementation en vigueur, dans toute instance ou instruction à leur rencontre.

En outre, celle-ci supportera seule les conséquences pécuniaires desdits dommages.

7.2 - D'un commun accord, les Parties conviennent en outre que leur responsabilité résultant d'un manquement à l'une de leurs obligations aux termes de ladite convention ne pourra être engagée que pour des dommages directs et donc que l'indemnisation de dommages indirects est exclue. A cet égard, les Parties conviennent que sont des dommages indirects les pertes de chances, de bénéfices, de chiffres d'affaires, d'intérêts, de marges, de revenus, de commandes, de clients, d'exploitation d'actions commerciales ou encore l'atteinte à l'image de marque.

7.3 - La RATP ne garantit aucune des autres Parties et décline donc toute responsabilité en cas de vol, détérioration ou tout autre acte délictueux réalisé par des tiers dans ses espaces, à la condition que de telles hypothèses ne résultent pas de sa faute avérée ou d'un manquement caractérisé à l'une quelconque de ses obligations. A ce titre, les autres Parties renoncent à toute déclaration, revendication, réclamation ou action à l'encontre de la RATP de ce chef.

De plus, il est rappelé aux autres Parties, que compte tenu de l'activité de transport urbain de la RATP et de la sécurité de ses espaces, tout matériel utilisé dans les espaces de la RATP sera soumis à des amplitudes thermiques, des variations hydrométriques et des empoussièrerements anormaux, pouvant l'altérer quelque peu, ce dont la RATP ne saurait être tenue pour responsable. A ce titre, les autres Parties renoncent à toute déclaration, revendication, réclamation ou action à l'encontre de la RATP de ce chef.

7.4 - Les CAARUD s'engagent à contracter toutes assurances utiles auprès de compagnies d'assurance notoirement solvables afin de couvrir tout risque de responsabilité civile pour tous dommages corporels et/ou matériels pouvant être causés aux autres Parties, à leur personnel ou encore à leur matériel ainsi qu'à des tiers, du fait de l'usage de son propre matériel, du matériel éventuellement mis à sa disposition par l'une des Parties, des aménagements ou installations, lieux d'intervention et/ou du fait de ses préposés et/ou tout intervenant pour son compte dans le cadre des présentes.

A ce titre, les CAARUD s'engagent à fournir, à première demande de toute autre Partie, une attestation de leur assureur respectif précisant la nature et le montant des garanties souscrites et comportant d'une clause de renonciation de tout recours contre les autres Parties et leur personnel

respectif.

En outre, elles devront déclarer immédiatement tout sinistre aux autres Parties.

7.5 - En présence d'un cas fortuit ou d'un cas de force majeure, la responsabilité de l'une quelconque des Parties ne pourra en aucun cas être recherchée.

En revanche, si la responsabilité de l'une des Parties, de ses dirigeants, de ses salariés ou de ses prestataires venait à être recherchée dans le cadre de l'exécution des présentes, les autres devront apporter leur collaboration et le cas échéant, intervenir volontairement, sous réserve de la réglementation en vigueur, dans toute instance ou instruction à l'encontre de celles-ci.

7.6 - Aucune Partie ne sera considérée comme ayant manqué à ses obligations si leur exécution est retardée, en totalité ou en partie, par un cas de Force Majeure.

Est considéré comme un cas de Force Majeure, tout fait ou circonstance, irrésistible, extérieur et imprévisible ou si prévisible, inévitable indépendamment de la volonté de la Partie qui s'en prévaut et qui ne peut être empêché par celle-ci malgré tous ses efforts raisonnables, tels que des perturbations civiles ou émeutes, une grève (autre qu'une grève impliquant principalement des employés de l'une des Parties), un incendie, une inondation, un séisme, une explosion ou toute catastrophe naturelle.

La Partie qui se prévaut d'un événement de Force Majeure en informera rapidement les autres Parties par écrit et prendre toutes les mesures raisonnables pour minimiser les conséquences d'une telle situation.

Si le cas de Force Majeure persiste pendant plus de trente (30) jours à compter de la notification par la Partie qui se prévaut de l'évènement de Force Majeure, les Parties se rencontreront pour décider des conditions de poursuite ou de résiliation de la Convention.

7.7 - Chaque Partie prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont il relève et procède aux formalités qui lui incombent.

7.8 - Chaque Partie s'engage expressément à ce que toutes les informations et les autres éléments communiqués ne contrefassent pas les droits de tiers.

En outre, chacune des Parties s'engage, notamment lors de prises de vue générales réalisées au titre du présent Partenariat, à obtenir de la part de tout tiers concerné l'autorisation de capter, fixer ainsi que de reproduire son image selon des modalités convenues préalablement, expressément et par écrit avec celui-ci, venant ainsi garantissant toutes les autres Parties contre toute déclaration, revendication, réclamation ou action de ce tiers du fait d'une violation de son droit à l'image.

7.9 – Les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel dont la Loi n°78-17 du 06 janvier 1978 et le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Article 8 - Durée

Cette convention prend effet à compter de sa signature par toutes les Parties et ce, pour trois (3) ans.

Cette durée peut être prorogée par voie d'avenant écrit entre les Parties.

Article 9 – Force obligatoire, modification, sortie, retrait, exclusion et résiliation

9.1 - La présente convention exprime l'intégralité de l'accord des Parties relatif au partenariat.

Elle annule et se substitue à toutes négociations, déclarations ou accords antérieurs relatifs à son objet tant par écrit que verbalement, sans préjudice toutefois des droits acquis par l'une ou l'autre Partie antérieurement à sa signature.

9.2 - Si l'une des dispositions de la présente Convention est déclarée nulle, illégale ou inapplicable par un arbitre, un tribunal ou toute autre autorité compétente, elle sera réputée non écrite et les autres dispositions de la convention continueront de produire tous leurs effets.

Néanmoins, les Parties négocieront de bonne foi les termes d'une clause satisfaisante visant à remplacer la disposition déclarée nulle, illégale, ou inapplicable dans les meilleurs délais.

9.3 - La renonciation, par l'une quelconque des Parties, à se prévaloir d'une clause de la présente convention ne constituera en aucun cas un précédent ou une renonciation générale de cette partie à s'en prévaloir.

9.4 - La présente convention ne peut être étendue, limitée ou modifiée que par voie d'avenant écrit et signé par l'ensemble des Parties.

9.5 - Chaque Partie a la possibilité de demander sa sortie du partenariat lors de la réunion avec un bilan annuel prévue à cet effet, auquel cas elle ne participera plus aux discussions sur les modalités de cette reconduction.

9.6 – Chaque Partie a la possibilité de demander, à tout moment, son retrait dudit partenariat sous couvert d'adresser un courrier à chacune des autres Parties et respecter un préavis de deux (2) mois pendant lesquels elle est tenue de remplir l'ensemble des obligations contractées.

9.7 - En cas d'inexécution par l'une des Parties de l'une quelconque des obligations lui incombant en vertu de la présente convention, celle-ci pourra, par principe, être résiliée de plein droit suite à l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception de mise en demeure l'enjoignant d'exécuter ses obligations ou réparer son manquement restée sans effet pendant plus de quinze (15) jours après sa première présentation, sans préjudice de tout dommage et intérêt auxquels la ou les Parties lésée(s) pourrai(en)t prétendre en raison de cette inexécution et de la résiliation corrélative de la présente convention.

En lieu et place de la résiliation de la présente convention, les Parties non défaillantes peuvent également convenir ensemble de simplement exclure la Partie défaillante. Dans ce cas, la Partie considérée comme défaillante verra l'ensemble des droits dont elle bénéficie au titre du partenariat suspendus. En revanche, l'exclusion de cette Partie ne la dispense pas de remplir les obligations contractées jusqu'à la date d'effet de la résiliation à son endroit. De même, cette exclusion ne saurait en aucun cas être interprétée comme une renonciation des autres Parties Prenantes à l'exercice de leurs droits et à d'éventuels dommages et intérêts.

9.8 - Toute Partie peut également, de plein droit et sans mise en demeure préalable, en raison de toute communication non concertée émanant d'une autre Partie qu'elle peut légitimement jugée illicite ou ne pouvant être acceptée notamment et non exclusivement pour des raisons d'intérêt général, de sécurité ou d'ordre public, par obligation imposée dans le cadre d'une décision administrative, de contraintes légales, réglementaires, exigences du service public ou trouble anormal dans la bonne exploitation de son réseau de transports en commun, résilier unilatéralement ladite convention et ce, sans indemnités, sans que cette autre Partie ne puisse élever une quelconque réclamation à ce titre nonobstant la durée initialement fixée à l'article

précédent.

Quant à la RATP, elle peut aussi, de plein droit et sans mise en demeure préalable, du fait d'une injonction des pouvoirs publics, pour des raisons d'intérêt général, de sécurité ou d'ordre public, par obligation imposée dans le cadre d'une décision administrative, de contraintes légales, réglementaires, exigences du service public ou trouble anormal dans la bonne exploitation de son réseau de transports en commun, résilier unilatéralement ladite convention et ce, sans indemnités, sans que toute autre Partie ne puisse élever une quelconque réclamation à ce titre nonobstant la durée initialement fixée à l'article précédent.

9.9 – Dans tous les cas, les dispositions relatives aux Informations Confidentielles restent applicables pour la durée prévue à l'article considéré.

En cas de retrait ou d'exclusion pour défaillance, la Partie concernée ne pourra demandée aux autres Parties la restitution de la contribution qu'elle aura déjà versée au titre du partenariat.

Article 10 – Loi applicable, domiciliation et règlement des litiges

10.1 - Le droit applicable à la présente Convention est le droit français.

10.2 - Pour l'exécution de la présente convention, chacune des Parties élit domicile à l'adresse visée en tête des présentes.

10.3 - En cas de différend né de la conclusion, l'exécution, la résiliation ou encore l'interprétation de la présente convention, les Parties doivent tenter d'y trouver amiablement une solution sous un délai de quinze (15) jours.

Si au terme de ce délai, les Parties n'arrivent pas à se mettre d'accord sur une solution, le litige pourra alors être porté devant la juridiction compétente du ressort de la Cour d'appel de Paris.

EN FOI DE QUOI,

Les Parties signent la présente convention en la personne de leurs représentants dûment habilités à cet effet,

En huit exemplaires originaux,

A Paris, le 01/03/ 2022.

La Préfecture de la Région d'Ile-de-France (PRIF) et de Paris

Représentée par le préfet de la région d'Ile-de-France et de Paris, Monsieur Marc GUILLAUME,

La Région Ile-de-France

Représentée par la Présidente de la Région Ile-de-France, Madame Valérie Pécresse

La Ville de Paris

Représentée par Madame Anne SOUYRIS, adjointe à la Maire, **en charge de la santé publique et des relations avec l'APHP, de la santé environnementale, de la lutte contre les pollutions et de la réduction des risques.**

L'Agence Régionale de Santé d'Île-de-France

Monsieur Tanguy Bodin, Directeur de la Délégation départementale de Paris de l'ARS

L'Association Oppelia pour sa structure Charonne

Madame Catherine PEQUART, Directrice

L'Association Aurore

Monsieur Gilles WALQUENART, Directeur territorial Paris-Nord

L'Association GAIA Paris

Madame Elisabeth AVRIL, Directrice générale

La Régie Autonome des Transport Parisiens (RATP)

Monsieur Jérôme HARNOIS, Directeur en charge de la maîtrise des risques, des enjeux de sureté et des affaires institutionnelles

ANNEXE 3bis - FICHE PROJET OPPELIA - RATP

DOSSIER N° EX062809 - Addictions - Action mutualisée CAARUD / RATP auprès des consommateurs de crack et autres produits psychoactifs dans le métro parisien

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300

Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes - Etudiants

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	161 000,00 € TTC	19,88 %	32 000,00 €
Montant total de la subvention			32 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPPELIA
Adresse administrative : 3 QUAI D AUSTERLITZ
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CATHERINE PEQUART, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Addictions - Extension de l'action mutualisée CAARUD / RATP auprès des consommateurs de crack et autres produits psychoactifs dans le métro parisien

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Action se déroulant sur l'année civile.

Description :

Les clients de la RATP ainsi que ses agents rencontrent des difficultés de diverses natures (propreté, insécurité, etc.), entraînant une baisse de la qualité de service dans les espaces, en raison de la présence récurrente d'usagers de drogues dans certaines de ses stations et gares.

En parallèle, les autorités de Police et de Justice souhaitent assurer leur mission de répression de l'usage et du trafic de substances illicites en intervenant notamment dans les espaces de la RATP.

Quant à la préfecture de région, elle prend part, aux côtés de la Ville de Paris et de l'ARS, à des projets visant à la réduction des risques liés aux drogues et aux conduites addictives ainsi qu'à la prise en charge des usagers de drogues en errance, notamment dans les espaces de transports en commun.

Les CAARUD (Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour Usagers de Drogues) possèdent quant à eux une expertise relative à la prise en charge des usagers de drogues et peuvent actionner à cet égard des outils adéquats en assurant notamment des missions d'accueil collectif et individuel, d'information, de conseil personnalisé, de mise à disposition de matériel de prévention des infections, de soutien aux usagers de drogues dans l'accès aux soins et aux droits.

Des actions ont permis d'approcher les usagers de drogues, de les orienter vers des dispositifs médico-sociaux adaptés ainsi que de les sensibiliser au respect des autres et des espaces, mais il paraît nécessaire de poursuivre la mobilisation de chacun des partenaires.

Aussi, dans le but d'améliorer la situation dans un certain nombre d'espaces du réseau de transports en commun parisien exploité par la RATP, le partenariat entre la PRIF (Préfecture de région Île-de-France et Paris), la Région IDF, la Ville de Paris, l'ARS, les quatre CAARUD ainsi que la RATP se poursuit en vue de remédier aux désagréments et risques liés à la présence d'usagers de drogues dans les espaces du réseau de transport parisien exploités par la RATP.

Il est ainsi prévu de :

- Travailler sur les nouvelles lignes permettant le travail auprès des consommateurs, au-delà des lignes 4 et 12 ;
- Mettre en place des maraudes communes RATP/CAARUD et Inter CAARUD aux fins d'approcher et discuter avec les usagers de drogues présents dans les espaces de la RATP ; sensibiliser les usagers de drogues au respect des clients et agents de la RATP et plus largement aux règles notamment de sécurité à respecter dans les espaces RATP ;
- Informer les usagers de drogues de la présence d'antennes mobiles et/ou de structures spécialisées en surface et les orienter vers celles-ci aux fins de diminuer la stagnation desdits usagers sur les quais des stations de métro ; les accompagner ponctuellement vers des services d'hébergement, de soins, de soutien social.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

🏠 DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures)	200,00	0,12%
Services extérieurs (maintenance et assurance)	570,00	0,35%
Autres services extérieurs (honoraires, frais de mission, téléphone ...)	7 800,00	4,84%
Impôts et taxes	10 693,00	6,64%
Charge de personnel	136 403,00	84,72%
Autres charges de gestion courante (frais de gestion)	5 334,00	3,31%
Total	161 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions d'exploitation	28 000,00	17,39%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	32 000,00	19,88%
Subvention Etat (MILDECA, FIPD)	73 000,00	45,34%
Subvention Collectivité (Ville de Paris)	28 000,00	17,39%
Total	161 000,00	100,00%

ANNEXE 4 - PREVENTION CONTRACEPTION GROSSESSES PRECOCES IVG

DOSSIER N° EX062577 - « Genre et Santé Sexuelle » – Lutte contre les violences faites aux femmes - Information - Prévention - Formation

Dispositif : Contraception - Grossesses précoces - IVG - Partenariats renforcés (n° 00001192)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300

Action : 14100112- Prévention - Contraception - Grossesses précoces - IVG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contraception - Grossesses précoces - IVG - Partenariats renforcés	261 717,00 € TTC	38,20 %	99 979,00 €
Montant total de la subvention			99 979,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL - FEDERATION REGIONALE D'ILE-DE-FRANCE

Adresse administrative : 4 SQ STE IRENEE
75011 PARIS 11

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Clara BLANC, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : « Genre et Santé Sexuelle » – Lutte contre les violences faites aux femmes - Information - Prévention - Formation

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Action se déroulant sur l'année civile.

Description :

Les thématiques d'interventions de la structure sont liées à la santé, aux droits des femmes et aux sexualités. Elles visent la réduction des inégalités en matière de santé sexuelle, l'éducation à la sexualité et la lutte contre les violences faites aux femmes.

Le projet présenté se décline en trois axes :

- Plateforme téléphonique : dans le cadre du Numéro vert national "sexualités - contraception - ivg" (0 800 08 11 11), anonyme et gratuit, la permanence est ouverte 6 jours sur 7, de 9h à 19h ; elle permet une écoute et information relative à l'IVG, la contraception et toutes les questions liées à la sexualité. Pour les IVG, une orientation vers les lieux proposant une IVG dans les meilleurs délais en tenant compte du souhait des femmes (méthode, lieu). En 2022, la Fédération prévoit un envoi de cartes et d'affiches dans les lycées.

- Prévention et sensibilisation des publics et professionnels : le MFPF IDF organise des animations pour groupes de jeunes et d'adultes sur la santé sexuelle, l'égalité femmes/hommes et la prévention des

violences faites aux femmes, la lutte contre les discriminations. Ces sensibilisations/formations visent les professionnels du secteur social, médical, de l'éducation nationale ; pour les structures accueillant des personnes porteuses de handicap, un accent particulier est mis sur la connaissance du corps, les émotions, le rapport espace intime/espace privé.

- Formations et analyse de la pratique : afin de permettre aux équipes de la Fédération d'Île-De-France de se former, échanger sur leurs pratiques, réactualiser leurs connaissances, des formations sont proposées autour de la "Promotion de la santé sexuelle et reproductive". Une quinzaine de sessions est prévue.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Sont exclues de la base subventionnable des dépenses relatives aux dotations aux amortissements (760€).

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats fournitures	1 380,00	0,53%
Services extérieurs (honoraires, publicité, déplacements, frais postaux)	30 210,00	11,51%
Autres services extérieurs (sous-traitance, location, assurances)	157 897,00	60,16%
Impôts et taxes	195,00	0,07%
Charge de personnel	72 035,00	27,44%
Dotations aux amortissements	760,00	0,29%
Total	262 477,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	24 998,00	9,52%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	99 979,00	38,09%
Subvention Etat (FDVA, DRDFE)	22 000,00	8,38%
ARS	115 500,00	44,00%
Total	262 477,00	100,00%

ANNEXE 5 - AVENANT MODIFICATIF CRIPS

AVENANT MODIFICATIF N°1
à la Convention d'objectifs et de moyens entre la Région Île-de-France et
Ile de France prévention santé sida
(Centre régional d'information et de prévention du sida et pour la santé des jeunes -
CRIPS),
pour la période 2021-2023

La Région d'Île-de-France, dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,
représentée Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Ile de France prévention santé sida (Centre régional d'information et de prévention du sida et pour la santé des jeunes d'Île-de-France - CRIPS), association loi 1901,
dont le n° SIRET est : 354000689 00050 - CODE NAF : 94.99Z
dont le siège social est situé à : 90-92 Avenue du Général Leclerc 93500 Pantin
ayant pour représentant sa Présidente, Madame Sylvie CARILLON,
ci-après dénommé « l'organisme » d'autre part,

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération n° CP 2020-450 du 18 novembre 2020, la Région a adopté la convention fixant le contenu et les modalités de collaboration entre la Région et **Ile de France prévention santé sida** (CRIPS), et qui définit les objectifs et les modalités de suivi des réalisations du CRIPS Île-de-France, ainsi que le soutien de la Région apporté à cet organisme qui contribue, par ses actions, à la prévention des comportements présentant des risques pour la santé et à la promotion de la santé.

Cette convention a été signée pour une période de 3 ans, à compter du 1^{er} janvier 2021.

ARTICLE 1

Le présent avenant vise à ajouter un article additionnel précisant une disposition s'appliquant à l'ensemble des organismes associés pour le contrôle de probité.

ARTICLE 10 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2

Tous les autres articles de la convention sont inchangés.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en deux exemplaires originaux,

Le,
.....

Pour la Région

La Présidente du Conseil régional d'Île-
De-France

Le,
.....

Pour Ile de France prévention santé sida
(CRIPS),
La Présidente

Valérie PECRESSE

Sylvie CARILLON

[Texte]